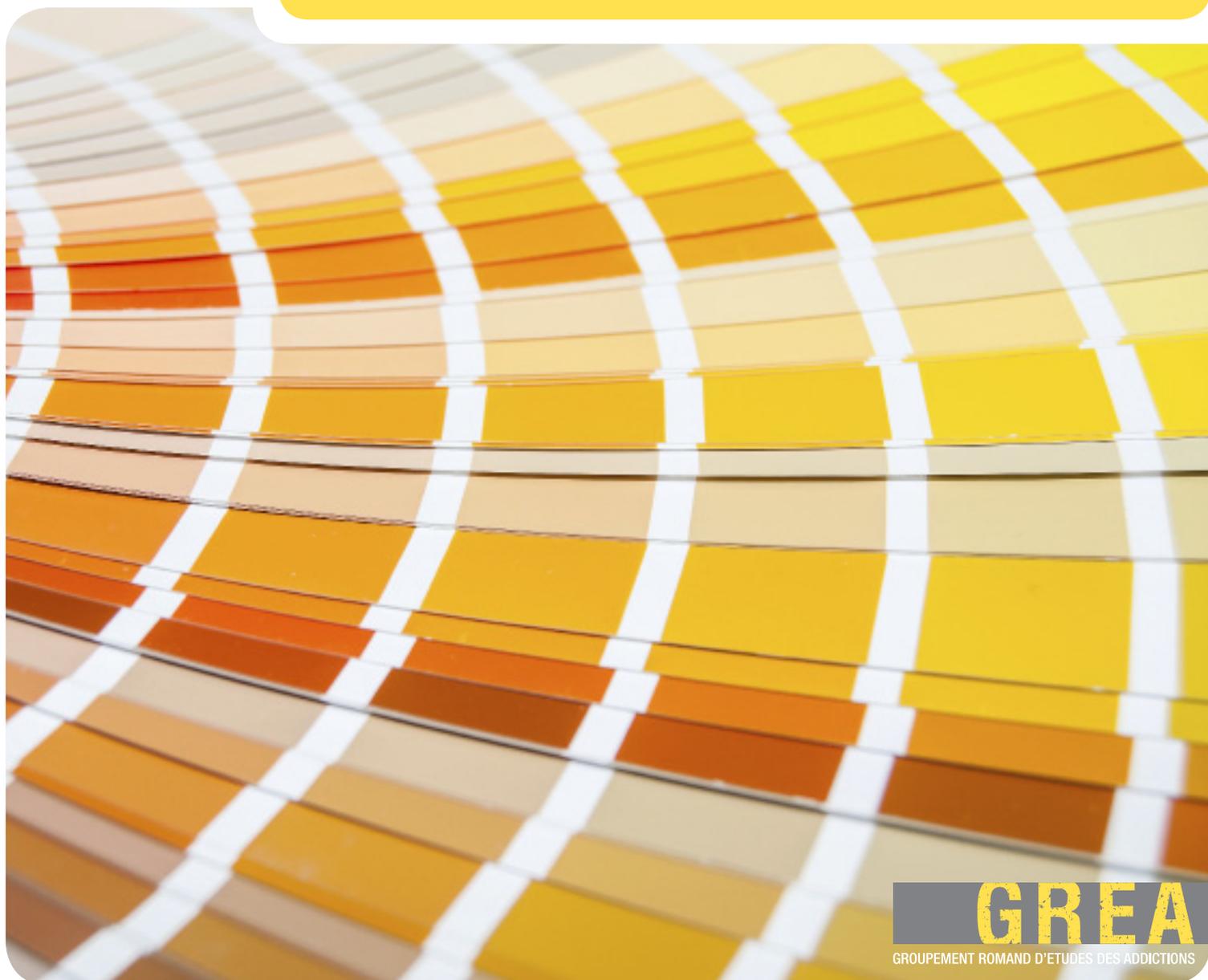


RAPPORT ANNUEL 2014



GREAA

GRUPEMENT ROMAND D'ETUDES DES ADDICTIONS

RAPPORT ANNUEL 2014

« Un arbre qui tombe fait plus de bruit qu'une forêt qui pousse. »

Proverbe indien

BILLET DU PRÉSIDENT

2

LES PLATEFORMES

3

Plateforme Adolescents
Plateforme Alcool
Plateforme Gouvernail
Plateforme Genre et dépendances
Plateforme Jeu excessif
Plateforme Nightlife
Plateforme Prévention
Plateforme Prisons
Plateforme Réduction des risques
Plateforme Travail social hors-murs (TSHM)

L'INVITÉE

8

LES FORMATIONS

10

Formations sur mesure et intervention extérieures
Conférences, colloques et journées publiques
Interventions dans les HES

COUP DE PROJECTEUR

12

LES PROJETS

13

Alcochoix+
Animation et coordination du groupe de travail
alcool et espace public
Brochure Adolescents
GRE'art
In Medias : au cœur du dialogue
Tabac et e-cigarette
RISA

LES MANDATS

16

Campagne Alcool
Fordd - Fédération romande des organismes de
formation dans le domaine des dépendances
Hyperconnectivité et cyberaddiction
IP - Intervention Précoce
PAC et PAC plus – Plans d'action cantonaux alcool
PILDJ - Programme intercantonal de lutte contre
la dépendance au jeu
PNA - Programme national alcool
PNA - Jeunes, alcool et intervention précoce dans
le sport
Protection de la jeunesse dans les manifestations
publiques
ProMeDro

COORDINATION ET REPRÉSENTATION

20

Communication
Présence médiatique
Partenariats suisses et internationaux
Représentation politique au niveau national

FINANCES

25

L'ÉQUIPE

27



BILLET DU PRÉSIDENT

Cédric Fazan, *Président du GREA*

L'année 2014 aura été celle des nuances et des grandes tonalités. C'est l'année où le GREA s'est paré de ses plus beaux atours pour célébrer un demi-siècle d'existence et où il a, une fois encore, pu annoncer la couleur dans de nombreux dossiers.

Nuances d'abord car notre association, et il ne faut pas l'oublier, est faite de cela : des métiers, des postures, des compétences mais aussi des caractères, des valeurs et autant de déclinaisons possibles, du plus pastel au plus vif. C'est une richesse à cultiver. Toutes ces forces tendent vers un même but : l'humanisme et c'est aussi cela qui nous rassemble.

Grandes tonalités ensuite car 2014 s'inscrit dans un jubilé. Et comme tout anniversaire qui se respecte, celui des 50 ans du GREA aura été flamboyant dans sa proposition. Un colloque de trois jours à Genève qui a projeté d'enrichissantes ombres, en référence à l'affiche, sur la problématique des addictions. La conférence d'ouverture de Dick Marty a donné le ton de cet enchaînement de présentations qui ont vu défiler sur le tapis rouge des spécialistes français et suisses salués par un public captivé par le niveau des exposés et la prestance des orateurs. Autre éclat: le Festival de films CinémAddiction qui a pu rassembler badauds, spécialistes et artistes autour de la réflexion posée par un film thématique. Malgré une fréquentation irrégulière des événements, le défi premier a toutefois été atteint : porter le débat auprès des gens, parfois de façon divertissante sans oublier la profondeur de la thématique, les faire réfléchir.

Ce regard sur 2014 ne serait pas complet sans parler de notre engagement politique et médiatique. Nos prises de position ont été reprises dans la presse au sujet de la révision de la loi sur l'alcool, de l'initiative Bortoluzzi ou de la révision de la loi sur les jeux d'argent. Notre vision des addictions, aussi pigmentée que justifiée, aura tenté de s'opposer à une lame de fond qui voit une augmentation des attaques contre les plus démunis et la réduction des moyens à disposition.

Les 50 premières années du GREA sont toutes en nuances, en contrastes. Des années à construire un réseau, à lier les professionnels dans une fourmière créatrice de compétences, d'échanges. A se battre aussi face à des moyens qui s'amenuisent. Le GREA s'est clairement érigé en animateur de ce potentiel qui, j'espère maintenant, va se développer, s'affirmer pour les 50 prochaines années. 2014 est à marquer d'une pierre blanche sur écran noir pour tout ce qui vient d'être dit. Mais surtout parce qu'elle pose un jalon, un trait sur une page qui se tourne et qui projette le GREA dans l'avenir. Je me réjouis de voir continuer notre association à user de son influence sur notre société, de son sérieux et de sa capacité à innover, afin de placer au centre des débats les réalités des consommateurs, des professionnels et de la société dans son ensemble, avec pragmatisme et engagement.

Cédric Fazan

EN 2014, LES PLATEFORMES DU GREA ONT ÉTÉ PARTICULIÈREMENT ACTIVES TANT AU NIVEAU DES ÉCHANGES QUE DES PROJETS RÉALISÉS. ELLES SE SONT RÉUNIES EN MOYENNE TROIS À QUATRE FOIS PENDANT L'ANNÉE. LA PARUTION DE LA BROCHURE « ADOLESCENCES AUX RISQUES DE L'ADDICTION, MANUEL DE RÉFLEXION ET D'ACTION À L'USAGE DES PROFESSIONNELS » A ÉTÉ FINALISÉE PAR LES MEMBRES DE LA PLATEFORME.

LES PLATEFORMES DU GREA OCCUPENT UNE PLACE PRÉPONDÉRANTE DANS LE CHAMP DES ADDICTIONS EN SUISSE ROMANDE. LE GREA SOUHAITE ICI REMERCIER TOUS LES PARTICIPANTS ET EN PARTICULIER LES COORDINATRICES ET LES COORDINATEURS POUR LEUR ENGAGEMENT ET LEUR INVESTISSEMENT.

PLATEFORME ADOLESCENTS

Coordination : Kathia Bornand, *DEPART, Nyon* et Romaine Jaquier, *Le Repuis, Grandson*

Les membres de la plateforme Adolescents se sont vus à quatre reprises en 2014. Ces rencontres pourraient se résumer en trois mots-clés : aboutissement, transition et nouvelles perspectives.

2014 a vu l'aboutissement du projet de la brochure «Adolescentes aux risques de l'addiction. Manuel de réflexion et d'action à l'usage des professionnels», projet sur lequel la plateforme travaille depuis plusieurs années avec le soutien du GREA. La brochure a terminé son processus de relectures et de graphisme en vue de l'impression pour début 2015. A cette occasion, une journée publique sur les thèmes de la brochure réunira, comme à l'initiation du projet, plusieurs professionnels du terrain et d'horizons différents. Une journée de formation complètera la réflexion autour de cette thématique. Au-delà de ces aspects pratiques, cette brochure, utilisable pour tout un chacun, spécialiste ou non, est un véritable outil de promotion de la réflexion autour de la prise en charge des jeunes consommateurs (l'adolescence ne s'arrêtant pas à 18 ans). Via les membres de la plateforme et le GREA, cette brochure est un relais pour aller à la rencontre de ceux qui travaillent en première ligne avec ces jeunes pour réfléchir avec eux aux différents questionnements qui peuvent émerger.

2014 a aussi été « l'année de la transition » en particulier au niveau de la coordination. En effet, après de nombreuses années d'engagement solide pour la plateforme, Patrice Charpentier et Isabelle Philippe ont cédé leur poste à deux nouvelles coordinatrices : Romaine Jaquier et Kathia Bornand. Parmi les membres, il y a également du mouvement avec plusieurs départs mais aussi plusieurs nouvelles arrivées. Ce sont autant de nouvelles rencontres qui permettent d'enrichir le partage de pratique, l'échange d'informations sur les différentes actions menées en Suisse romande autour des

jeunes consommateurs. C'est l'occasion de rappeler que la plateforme se veut non seulement romande mais également interdisciplinaire et qu'elle est donc ouverte à tout professionnel en lien avec les adolescents ou jeunes adultes qui souhaite échanger autour des questions de consommation.

Dans la continuité des idées défendues dans la brochure, plusieurs thèmes de réflexion restent d'actualité comme des structures d'hébergement spécifiques, le lien entre les divers professionnels, spécialisés ou non, autour des adolescents, ou encore la question des interventions policières qui fait parfois la une de nos journaux. Notons encore que nous nous sommes offert une mise à jour du site internet que nous vous invitons à consulter.

Nous nous réjouissons déjà de l'année 2015 et des nouvelles perspectives qui se présenteront.

PLATEFORME ALCOOL

Coordination : Rose-Marie Notz, *Fondation vaudoise contre l'alcoolisme, Lausanne*

Composée de 20 membres, représentant les 6 cantons romands et la partie francophone du canton de Berne, la plateforme Alcool s'est réunie quatre fois en 2014. Un des aspects enrichissant de cet espace est l'échange de bonnes pratiques, d'outils et de réflexions dans les divers domaines de compétences de ses participants.

Si la Semaine Alcool est prévue tous les deux ans pour favoriser le dialogue, l'actualité politique de cette année n'a pas manqué de faire parler d'alcool : révision de la loi, initiative Bortoluzzi, etc. Dans ces débats, la question de la responsabilité collective qui se traduit notamment par des mesures structurelles est souvent contestée pour privilégier la responsabilité individuelle et les intérêts privés, et ce, au détriment de la solidarité. Pourtant, des méta-analyses prouvent que certaines de ces mesures structurelles sont efficaces pour faire baisser la consommation excessive (prix, accessibilité, etc.). Il est important que les professionnels et les personnes

LES PLATEFORMES

concernées puissent défendre leurs valeurs et leurs expertises dans ces débats de société. C'est ce que la plateforme permet à sa modeste échelle.

Cette année nous avons abordé les thèmes suivants :

Dans le domaine de la prévention :

- La révision de la loi sur l'alcool et l'évolution des mesures structurelles cantonales
- L'initiative Bortoluzzi visant à facturer au patient les hospitalisations pour alcoolisations aiguës
- La Journée nationale alcool 2014 sur le thème « Stress et alcool : un cercle vicieux ? »
- La prochaine campagne de prévention de l'OFSP « Combien ? »
- La Semaine Alcool 2015
- Les enfants de parents dépendants

Dans le domaine du traitement :

- Des approches dont on parle de plus en plus : les interventions basées sur la pleine conscience ; l'hypnose ; le Baclofène, un médicament controversé.

Pour 2015, nous avons choisi de privilégier un thème spécifique qui sera notre fil conducteur et qui s'oriente probablement vers la question de l'abus de substances chez les aînés. En effet, cette population qui tend à augmenter pose des problèmes spécifiques auxquels nous n'avons pas toujours des réponses adaptées en matière de traitement et d'accompagnement.

PLATEFORME GOUVERNAIL (ANCIENNEMENT CONDUITES À RISQUE CHEZ LES JEUNES EN FOYER)

Coordination : Catherine Dorthe, REPER, Fribourg

En 2014, quatre plateformes Conduites à risque chez les jeunes en foyer ont été réalisées dans le cadre du GREA.

Elles sont un lieu d'échanges et de réflexions mais aussi de recueil et de prise en compte en continu des intérêts des participants sur les besoins des équipes encadrantes en matière de prévention des conduites à risque et de promotion de la santé. Elles permettent la sensibilisation à certaines thématiques et la circulation des informations sur les bonnes pratiques et les expériences novatrices, tout comme celles d'autres partenaires de prévention.

Le but général de la plateforme est de réunir, autant les éducateurs travaillant en foyers que dans d'autres

domaines, comme les milieux ouverts, et bien sûr aussi les maîtres socio-professionnels des SEMO ou des PREFO. Ces professionnels sont confrontés régulièrement à des conduites à risque touchant les adolescents.

Ces conduites sont souvent présentes notamment dans le domaine des addictions : consommation excessive d'alcool, de cannabis, etc., ainsi que dans d'autres addictions, comme l'usage excessif des écrans, les jeux en ligne, l'hyperconnectivité, la sexualité, en ligne ou non, ou encore la violence sous différentes formes.

Des professionnels des cantons suivants ont participé à ces plateformes : Vaud, Valais, Fribourg, Neuchâtel, Berne, Genève.

Ces plateformes ont désormais acquis leur vitesse de croisière et sont toujours bien fréquentées, autant par les utilisateurs que par les centres de prévention. En 2014, les thèmes ont été :

1. Conduites à risque : sexuelles, consommations de substances illicites et alcool. Animation : REPER
2. Hyperconnectivité, comprendre pour mieux cadrer. Animation : Niels Weber, psychologue FSP
3. Conduites à risque : adolescence et alcool. Animation : Carole Moix Wolters, chargée de projet, Fédération vaudoise contre l'alcoolisme
4. Conduites à risque : Homo Numericus, les technologies de l'information et de la communication (TIC) changent notre rapport au temps, à l'espace, aux autres et à nous-mêmes. Animation : Boris Hoogveen, formateur d'adultes

Les plateformes ne sont plus uniquement animées par REPER. Nous faisons désormais également appel à d'autres centres romands de prévention ou à des professionnels des cantons possédant une expertise dans un domaine particulier des dépendances ou des conduites à risque.

L'avenir des plateformes en 2015 : suite à certaines remarques des participants, nous désirons revoir le concept des plateformes, en mettant mieux en lumière le lien entre les interventions des plateformes et les fiches de l'outil Gouvernail. Parallèlement, différents partenaires nous ont proposés des interventions. Notre défi sera d'intégrer ces interventions appréciées dans un concept plus en lien avec Gouvernail.

PLATEFORME GENRE ET DÉPENDANCES

Coordination : Valérie Dupertuis, Rel'ier, Lausanne

La plateforme Genre et dépendances s'est réunie à trois reprises. Les participants ont partagé leurs connais-

sances et expériences sur différentes problématiques en lien avec les addictions, dans une approche genre.

Cette année, nous avons d'une part poursuivi nos réflexions sur le thème « Addiction, travail sexuel et sexualité » initié en 2013. En fin d'année, et sur demande des membres de la plateforme, nous nous sommes questionnés sur les liens entre « Art-thérapie et genre dans le champ des addictions ». De 9 à 17 personnes ont participé aux séances.

Plus précisément :

- Deux professionnelles de FrauenOase, l'Association femmes dépendances et santé (Bâle), ont présenté leurs interventions auprès de travailleuses du sexe en situation de grande précarité et le travail en réseau qui se développe pour répondre à ces situations;
- Un travailleur social de Checkpoint et un agent communautaire de Vo-Gay (canton de Vaud) sont intervenus sur le thème: Orientations sexuelles minoritaires et incidences bio-psycho-sociales: SexualitéS et consommationS;
- Les art-thérapeutes de la Maison de l'Ancre EPI, à Genève, et de la Fondation Le Torry, à Fribourg, se sont associées pour préparer une intervention sur le thème «Apports et particularités de l'art-thérapie dans le travail des histoires de vie». Le travail sur l'histoire de vie peut-il contribuer à un programme de désaccoutumance ? Les répercussions sont-elles les mêmes pour les hommes et pour les femmes?

La séance s'est déroulée à Genève dans les locaux de la Maison de l'Ancre EPI.

PLATEFORME JEU EXCESSIF

Coordination : Coralie Zumwald, Centre du Jeu Excessif, Lausanne et Gwenaëlle Sidibé, Rien ne va plus, Genève

Cette année, une seule séance a été consacrée à la plateforme Jeu excessif, le début d'année ayant été occupé par l'organisation du symposium « Jeu excessif: connaître, prévenir, réduire les risques » tenu à Neuchâtel du 15 au 17 janvier 2014.

Cette séance de la plateforme Jeu a été consacrée au partage d'outils cliniques utilisés par les membres dans le cadre des consultations menées auprès d'usagers présentant un problème de jeu d'argent. Ces

outils allaient de questionnaires divers à des supports psycho-éducatifs, et à l'utilisation de matériel clinique permettant de varier les approches et les perspectives pour l'usager (jeu de rôle, plateau de jeu en bois, cartes photos, etc.).

Cette plateforme a apporté un véritable échange de pratique, très riche par sa diversité, chacun ayant adapté ses propres outils par une approche pragmatique à partir de son expérience. Cela a permis le partage de ressources pour tous, y compris d'outils concrets pour les praticiens. En 2015, une prochaine plateforme sera consacrée à son pendant, les outils de prévention. Enfin, à l'occasion de la révision de la loi sur les jeux d'argent, chaque centre de prévention membre de la plateforme a été invité à prendre position durant la phase de consultation qui s'est déroulée jusqu'en août 2014, en tenant compte de l'argumentaire collectif élaboré par le GREA avec le groupe de suivi.

PLATEFORME NIGHTLIFE

Coordination : Kim Carrasco, Rel'ier, Lausanne

La plateforme Nightlife est composée de représentants de tous les cantons romands, aussi bien des associations actives sur le terrain que des instituts de recherche ou de coordination. La liste complète est à disposition sur le site du GREA.

En 2013, les membres de la plateforme avaient exprimé le souhait de poursuivre les rencontres entre professionnels de la prévention et réduction des risques en milieu festif au niveau romand. L'année 2014 a vu la confirmation concrète de ce souhait de renforcer les échanges, la coordination sur des projets communs et les liens avec les autres structures nationales. Les échanges ont été riches et ont porté sur des thèmes complexes à forts enjeux actuels : milieu festif et espace public, financement des actions, interventions en zone rurale, labels.

En outre, plusieurs idées et projets ont émergé et devraient voir leur réalisation en 2015 :

- Construction d'une formation romande à l'intention des intervenants de terrain sous forme d'échanges de pratiques afin de compléter les formations théoriques internes aux structures ; participation à la formation nationale annuelle ;
- Rédaction d'une brochure Nightlife : définition de la réduction des risques en milieu festif, détermination d'un cadre conceptuel de politique publique, illustration et valorisation des expériences romandes variées,

LES PLATEFORMES

différenciation des interventions selon les settings ;

- A noter enfin, la tenue de la Journée nationale Safer Nightlife Suisse à Lausanne le 24 septembre 2015. Les membres de la plateforme ont été invités à exprimer leurs idées et à y participer.

PLATEFORME PRÉVENTION

Coordination : *Valérie Wenger Pheulpin, Drop-in, Neuchâtel et René-G. Zaslowsky, Addiction Jura, Porrentruy*

Les membres de la plateforme Prévention se sont réunis à cinq reprises en 2014.

A la satisfaction de tous, la plateforme est composée de professionnels issus de tous les cantons romands et du Jura bernois. C'est une chance d'avoir ainsi l'opportunité de régulièrement « prendre le pouls » de l'état de la prévention en Suisse romande. Le secrétariat du GREA complète cette perception romande par des apports d'informations qui intègrent les préoccupations régionales dans une vision plus nationale. Les thématiques abordées cette année ont compris notamment la présentation du nouveau développement de l'outil de promotion de la santé et de prévention « Gouvernail », une réflexion autour de la manière de valoriser la promotion de la santé et la prévention dans l'animation socio-culturelle et la présentation du travail qu'Addiction Suisse développe à l'intention des familles.

La séance de l'automne à vu la plateforme se déplacer à Martigny à l'invitation d'Addiction Valais. En effet, pour marquer les 10 ans d'existence de son Label Fiesta, Addiction Valais a souhaité aller à la rencontre de la population en participant à la 55e Foire du Valais en tant qu'hôte d'honneur. Sur le stand Fiesta, des simulateurs permettaient de tester les réflexes et d'expérimenter ainsi les effets de l'alcool sur la conduite. Des applications proposaient d'évaluer le taux d'alcoolémie et des conseils pour gérer au mieux la consommation en soirée pouvaient être reçus. Cette séance extra-muros fut très appréciée pour la qualité des échanges interpersonnels que le temps du voyage a permis d'établir, pour la belle démonstration de la parfaite intégration d'un stand de prévention dans un contexte commercial et pour le chaleureux accueil qui fut réservé aux membres de la plateforme. Les bénéfices de cette rencontre décentralisée ont poussé les membres de la plateforme à décider de reproduire l'expérience en 2015 en se rendant au moins une fois dans l'institution ou le contexte de travail d'un participant afin de découvrir de l'intérieur les animations et outils de prévention utilisés. En résumé, la plateforme est bien vivante et ses membres nourrissent des projets pour elle !

PLATEFORME PRISONS

Coordination : *Nicolas Peigné, Hôpitaux Universitaires, Genève*

Cette année, la plateforme ne s'est réunie que deux fois avec une visite d'établissement et une rencontre commune avec une autre plateforme, la plateforme Réduction des risques.

La première rencontre s'est déroulée au service médical à la prison de Champ-Dollon (Genève). Au cours de celle-ci, nous avons eu d'une part, l'occasion de découvrir son programme de réduction des méfaits basé entre autre sur un programme d'échange de seringues dit de la main à la main (Nicolas Peigné), et d'autre part, le plaisir de rencontrer et d'échanger avec le Professeur Hans Wolff, responsable du Service de médecine et psychiatrie pénitentiaires (HUG, Genève) à propos des enjeux de cette nouvelle entité.

La deuxième rencontre a constitué une première pour notre plateforme, puisque commune avec la plateforme Réduction des risques, au sujet de la réduction des risques dans les prisons en Suisse. Très riche, car réunissant des professionnels d'horizons différents et variés, cette plateforme (organisée à l'initiative de Christophe Al Kurdi, dans un premier temps puis de Sophie Arnaud, Rel'ier, Lausanne), a ouvert une nouvelle perspective de développement de notre plateforme. L'expérience devrait être renouvelée régulièrement.

La plateforme Prisons sera toujours un moment d'échange informel, de partage d'informations et de discussions autour des pratiques. Ce groupe est ouvert à tous les professionnels gravitant dans l'univers carcéral et le champ des addictions, qu'ils soient du domaine associatif, pénitentiaire, social ou encore de la santé.

PLATEFORME RÉDUCTION DES RISQUES

Coordination : *Christophe Al Kurdi et Sophie Arnaud, Rel'ier, Lausanne*

La plateforme s'est réunie quatre fois en 2014. Ces séances ont été surtout l'occasion pour les participants d'échanger sur leurs pratiques et de transmettre des informations et questionnements au groupe.

On notera cependant quelques événements particuliers:
- Lors de la première séance annuelle, la plateforme a accueilli un groupe d'utilisateurs du Rel'aids, venus présenter leur projet de radio communautaire lors de la conférence de réduction des risques de Bâle (mai 2014). Il est prévu de réaliser une émission pré-confé-

rence et deux émissions lors de la conférence, ainsi qu'une vidéo présentée au cours de la dernière journée ;

- Une participation en photo de la plateforme à la campagne « Support. Don't punish. » du 26 juin ;
- Une séance commune des plateformes Prison et Réduction des risques pour la dernière de l'année. Cette séance a été l'occasion de présenter aux membres ce qui se fait (ou pas) dans les prisons suisses en matière de réduction des risques et ce qui pourrait se faire. Dans les discussions qui ont suivi, il est apparu que les obstacles à la mise en place de mesures de réduction des risques dans les prisons étaient souvent d'ordre politique. Par ailleurs, le département (sanitaire ou justice) auquel est rattaché le Service de santé pénitentiaire semble avoir une importance en ce qui concerne la marge de manœuvre de ce dernier. On relèvera qu'en Romandie, seul le canton de Genève a un programme de remise de matériel stérile dans les prisons.

PLATEFORME TRAVAIL SOCIAL HORS-MURS (TSHM)

Coordination : *Anais Rapo, Association Café Cornavin, Genève, et Karim Fatmi, La Fondation genevoise pour l'animation socioculturelle, Genève*

Durant cette année 2014, la plateforme Travailleurs sociaux hors-murs s'est réunie à cinq reprises. De nouveaux membres l'ont rejointe, et la majorité des cantons romands ainsi que le Tessin y ont été représentés. Les membres de la plateforme ont pu bénéficier lors de leurs rencontres de trois demi-journées complétées et alimentées par la présence d'experts externes à la plateforme. Ces derniers les ont accompagnés dans l'analyse de différents thèmes, tels que : « Public majeur/mineur », « Les réseaux sociaux », ou encore autour de la question du « Genre ».

Ces précieux échanges ont permis de croiser les regards entre les observations relatées par des professionnels, acteurs du terrain, et les apports théoriques basés sur les études menées par des intervenants issus de champs professionnels différents.

Parallèlement, le processus de réalisation du référentiel TSHM continue sa progression et touchera à sa fin dans le courant de l'année 2015. Les premiers textes, soit des récits de pratiques illustrant une situation concrète ont été rédigés par les TSHM de la plateforme. La délégation travaille à la rédaction et la mise en forme finale du référentiel TSHM. Les TSHM ont également redéfini l'implication de la plateforme au sein du réseau international des travailleurs de rue, Dynamo International.

Ces derniers ont validé le prolongement du mandat de l'un de ses membres en qualité de membre du groupe pilote, le nouvel engagement d'un second membre en qualité de suppléant, ainsi que la recherche de fonds au nom de la plateforme et ce, afin de pouvoir participer aux rencontres du groupe pilote. En définitive, la plateforme a validé ces missions pour les 4 années à venir (soit jusqu'à avril 2018), comme l'exige le nouveau règlement de Dynamo.

La dernière rencontre de cette année 2014 s'est déroulée à Sierre, et s'est voulue nationale. En effet, malgré les barrières linguistiques, les compétences des travailleurs sociaux de Suisse alémanique et du Tessin, en terme de maniement de la langue française, ont permis d'échanger et d'optimiser la compréhension. La plateforme TSHM, les membres de la Fa-Gass et de Suisse alémanique, ainsi qu'un représentant du Tessin, ont ainsi pu partager leurs réalités réciproques, et ont donc pu s'apercevoir des nombreuses similitudes existantes. Des thématiques communes ont été discutées lors de cette journée, telles que la légitimation du travail social hors-murs, ou encore la délimitation avec les autres structures de la ville (Pinto, SIP, etc.). La description de l'organisation de chacune des plateformes, les actualités des villes et les projets effectués ou en cours, ont également été des sujets d'échanges; la Charte et le référentiel du travail social hors-murs restant les sujets priorités par les TSHM sur le plan national.



L'INVITÉE

« UNGASS : UNIS, NOUS GÉRONS DES ACTIONS SOLIDAIREMENT ET AVEC SUCCÈS »

Tania Dussey-Cavassini, Vice-Directrice de l'Office fédéral de la santé publique, Ambassadeur pour la santé globale

Je déteste les acronymes. La plupart du temps, je suis incapable de me souvenir des mots qui se cachent derrière ces lettres majuscules. Malheureusement, nos activités quotidiennes en sont truffées et les relations internationales ou la santé n'en sont pas épargnées.

UNGASS, en anglais : United Nations General Assembly Special Session, qui correspond en français à Session spéciale de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies (ONU). Mais cela pourrait être aussi : Unis, Nous Générons des Actions Solidairement et avec Succès. Utopique! me direz-vous. Pourtant, je suis convaincue que les Etats membres que nous formons à l'ONU devraient retrouver l'élan et l'ambition dont ils ont fait preuve dans les premières années de l'existence de cette institution.

Qu'est-ce qu'une UNGASS ?

C'est une session extraordinaire de haut niveau de l'Assemblée générale de l'ONU qui peut être convoquée en fonction des événements et des besoins, soit par demande du Conseil de sécurité ou par une majorité des Etats membres de l'Assemblée générale. Depuis la création de l'ONU, 28 UNGASS ont eu lieu sur des thèmes divers. Les drogues ont été à l'ordre du jour de l'UNGASS de 1998 et le seront à nouveau à New York du 19 au 21 avril 2016.

Quel intérêt présente la prochaine UNGASS ?

La problématique des drogues n'a pas diminué au cours de ces dernières années. Selon le rapport mondial sur les drogues de 2014, 243 millions d'individus, soit 5% de la population mondiale âgée de 15 à 64 ans ont consommé des drogues. L'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime compte plus de 250 substances psychoactives, et techniquement le chiffre de dérivatifs est potentiellement illimité. Les drogues représentent un marché mondial qui génère quelques 330 milliards de dollars US.

Les politiques en matière de drogues en vue de cette échéance internationale varient d'une région ou d'un Etat à l'autre. Alors que certains souhaitent maintenir un statu quo ou une approche exclusivement liée à la lutte contre la criminalité, d'autres – parmi lesquels la Suisse - y voient une occasion d'élargir la discussion à des thèmes tels que le lien entre drogues et droits de l'homme ou de l'accès médical à des substances contrôlées.

Que peut-on souhaiter pour la prochaine UNGASS?

Si l'on m'avait posé cette question il y a vingt ans, alors que j'occupais une fonction dans le cadre de la lutte contre la criminalité, ma réponse aurait été ciblée exclusivement sur l'importance de lutter contre les trafics de drogues et de renforcer l'entraide judiciaire internationale. Aujourd'hui, je mesure combien une question si complexe requiert une réponse nuancée qui prenne en compte les différentes facettes du problème. Je relèverais trois éléments qui me semblent essentiels d'inclure dans nos discussions :

1) Aborder la réalité des drogues dans leur ensemble

L'UNGASS offre la possibilité d'engager une discussion sur les réalités que représentent les drogues, les trafics illégaux et le crime organisé. Elle permet d'évaluer les défis et l'impact de l'augmentation des nouvelles substances psychoactives, de tirer les leçons des différentes politiques et d'aborder les nouvelles tentatives de régulation, notamment concernant le cannabis.

2) Prendre en compte les questions de santé publique

La Suisse est convaincue de l'importance des aspects de santé publique dans la politique en matière de drogue. Notre politique nationale des quatre piliers (prévention, thérapie, réduction des risques, répression et régulation du marché) a fait ses preuves. Celle-ci inclut des dispositions sur la manière dont la société peut venir en aide à des personnes présentant des comportements addictifs depuis plusieurs années, afin de prévenir les problèmes sociaux et sanitaires. Dans le domaine de la réduction des risques, les programmes d'accès à du matériel stérilisé pour les personnes s'injectant de la drogue reste un moyen important de diminuer la transmission du VIH et d'autres maladies transmises par le sang.

Placer la santé au cœur des politiques en matière de drogues signifie aussi réfléchir à la question de l'accès aux médicaments. Nous ne pouvons tolérer le fait que des millions de personnes souffrant de douleurs modérées à aiguës ne bénéficient pas d'une prise en charge, notamment par des soins palliatifs, bien que des soins efficaces et peu coûteux existent. La Suisse attache une grande importance à assurer la disponibi-

lité de substances placées sous contrôle au niveau international à des fins médicales et scientifiques.

3) Inclure le respect des droits de l'homme

Les droits de l'homme doivent faire partie intégrante des discussions de l'UNGASS. Les violations des droits de l'homme qui continuent d'avoir lieu dans le cadre des politiques de contrôle des stupéfiants ne sont pas acceptables. La Suisse s'oppose catégoriquement à l'application de la peine de mort pour des délits liés à la drogue et reste très préoccupée par les violations du respect du droit à la santé qui se poursuivent dans un nombre important de pays où l'accès à des médicaments essentiels ainsi qu'à des mesures de réduction des risques est très limité voire non-existant.

Lors de la dernière UNGASS en 1998, le Directeur Exécutif du Programme de l'ONU du contrôle des drogues, Pino Arlacchi, déclarait : « Un monde sans drogues, nous pouvons le faire ! ». Depuis lors, cet

objectif a été révisé pour prendre en compte les réalités. En 2009, la Commission de l'ONU sur les stupéfiants décidait « d'éliminer ou de réduire de façon significative » les drogues illicites d'ici à 2019.

Nous en sommes tous conscients : les réalités de ce vaste problème diffèrent d'un pays et d'un continent à l'autre. Si d'un côté, nous avons des Etats tels que ceux d'Amérique latine qui s'engagent pour modifier l'approche des problèmes liés aux drogues illicites, d'autres exigent le statu quo. Et il ne sera pas possible de s'entendre sur un seul objectif commun. Toutefois, en 2016, l'UNGASS offrira une excellente occasion de passer en revue les diverses stratégies. La Suisse s'engagera à promouvoir un débat ouvert et un dialogue constructif sur les réalités actuelles des problèmes liés aux drogues illicites.

UNGASS
2016

SPECIAL SESSION OF THE UNITED NATIONS GENERAL ASSEMBLY
ON THE WORLD DRUG PROBLEM

ACHIEVING THE 2019 GOALS - A BETTER TOMORROW FOR THE WORLD'S YOUTH

LES FORMATIONS

LE GREA ATTACHE UNE IMPORTANCE PARTICULIÈRE À LA DIFFUSION DES CONNAISSANCES ET DES PRATIQUES QUI ONT FAIT LEURS PREUVES. C'EST POURQUOI IL PROPOSE DES FORMATIONS DANS LE DOMAINE DES ADDICTIONS DEPUIS PLUS D'UNE VINGTAINE D'ANNÉES EN PARTENARIAT AVEC LA CONFÉDÉRATION. LES FORMATIONS DU GREA SONT CENTRÉES SUR LA PRATIQUE ET PRIVILÉGIENT L'INTERDISCIPLINARITÉ.

Coordination : *Nathalie Arbellay (qui succède à Isabelle Girod depuis septembre 2014)*

Au printemps 2014 a eu lieu la 6^e édition de la formation de base en addictions pour les professionnels occasionnellement en contact avec des personnes présentant des problèmes d'addiction, portant ainsi à 82 le nombre de personnes formées depuis l'automne 2011, date de la 1^{ère} édition.

Les programmes semestriels de printemps et d'automne 2014 ont été l'occasion de proposer deux formations en partenariat :

- Adolescence et consommation de substances : quelles interventions possibles ? - Formation avec Départ (automne 2014)
- Enfants de parents dépendants : comment les aider? - Formation avec Addiction Suisse (printemps et automne 2014)

Le programme 2014 était composé de 18 modules qui ont réuni 142 personnes :

Printemps 2014

- Supervision à l'entretien motivationnel (annulé)
- In Medias : animer un atelier de dialogue philosophique (annulé)
- Entretien motivationnel – niveau 2
- Approfondir mes compétences relationnelles au travail (annulé)
- Réduire les risques liés à la consommation de substances psychoactives et prévenir les overdoses
- Enfants de parents dépendants : comment les aider ?
- Supervision à l'entretien motivationnel (annulé)
- La prévention de la rechute basée sur la pleine conscience
- Formation de base en addictions

- Communication politiques : de nouveaux outils pour les drogues illégales (annulé)

Automne 2014

- Entretien motivationnel (niveau 1)
- Formation de base en addictions (annulé)
- Ateliers d'analyse de pratique (annulé)
- Les produits et les risques associés selon les modes de consommation
- Enfant de parents dépendants
- Adolescence et consommation de substances : quelles interventions possibles ?
- Prise en charge de l'usager en situation d'overdose et gestes de premiers secours
- Addiction et migration : adapter l'accompagnement ?

FORMATIONS SUR MESURE ET INTERVENTIONS EXTÉRIEURES

- Addictions sans substance - A l'attention des instituts de Lons-le-Saunier, les 27 et 28 janvier 2014, et d'Annecy, les 17 février, 3 mars et 7 avril 2014 ;
- Alcochoix+ et la consommation contrôlée - Deux sessions de formation organisées à l'attention de la Fondation Phénix, les 25 et 26 septembre 2014 et les 26 et 27 février 2015 ;
- Entretien motivationnel - A l'attention de l'Office du personnel de l'Etat de Genève les 28 janvier, les 7 et 28 février, les 14 et 21 mars, le 1er avril, le 3 juin et le 30 septembre 2014 ;
- Psychotropes et adolescence - A la demande de Swisslearning le matin du 23 mai 2014.

CONFÉRENCES, COLLOQUES ET JOURNÉES PUBLIQUES

- Assemblée générale des 50 ans, le 5 juin 2014 à Fribourg (70 personnes) ;
- Journée COROMA-CRIAD-GREA « Accords et désaccords – interdisciplinarité : entre concurrence et complémentarité » le 25 septembre 2014, à Yverdon-les-Bains (60 personnes) ;
- Colloque scientifique « Addictions et société : Voyages au pays des ombres », organisé pour les 50 ans du GREA et les 10 ans de Première ligne en partenariat avec l'Université de Genève et le Forum Addiction, les 12 et 13 novembre 2014 à Genève (129 personnes) ;
- L'alcoologie au défi du Baclofène, le 11 décembre 2014 à Genève (86 personnes).

INTERVENTION DANS LES HES

En tant qu'association professionnelle, le GREA se doit de nourrir les contenus de base dans la formation initiale des futurs professionnels du champ socio-sanitaire. Pour ce faire, le GREA reçoit plusieurs mandats des hautes écoles, soit pour les enseignements, soit pour l'accompagnement des mémoires qui traitent des addictions.



Isabelle Girod, charismatique responsable de la formation au GREA de 2005 à 2014

Merci Isabelle !



« Sous le masque » d'Audrey Piquet

À l'occasion de ses 50 ans, le GREA a organisé un festival de films sur les addictions. Le but de ce projet était, au travers d'une activité culturelle, de créer un espace de dialogue qui permette aux partenaires locaux et aux membres du GREA de rencontrer le grand public. 16 films à découvrir ou à revoir ont été sélectionnés par un comité de programmation et présentés dans 14 villes différentes durant 4 mois, de septembre à décembre 2014. Vingt lieux de projection, répartis dans toutes la Suisse romande, ont accueilli cinquante projections, ponctuées pour la plupart d'entre elles d'échanges avec le public sous forme de tables rondes, débats ou discussions informelles.

Ce projet a été en grande partie porté par le réseau addiction qui, localement, a su mobiliser les partenaires et la presse pour faire venir le public. Si la fréquentation fut inégale (1'209 spectateurs, en moyenne 24 par séance), des échanges de grande qualité ont eu lieu à l'issue des projections (36 événements). À l'appui de films puissants et évocateurs, des publics variés et de tous âges ont pu rencontrer des spécialistes et partager leurs représentations sur

les addictions. Ces moments privilégiés nous rappellent que les regards sur les addictions sont multiples, parfois contradictoires. Chaque situation vécue par une personne dépendante et ses proches est singulière ; partenariat, interdisciplinarité et mobilité restent les axiomes indispensables à une intervention utile dans le domaine des addictions.

Il est difficile de faire ressortir un événement ou un film en particulier, tant chaque projet était intéressant. Citons tout de même le remarquable projet réalisé à Yverdon-les-Bains. Durant une semaine, CinémAddiction a pu y réunir plusieurs partenaires locaux, comme la Fondation Bartimée, le SEMOY, la Ville d'Yverdon (le service « Jeunes et cohésion sociale », JECOS), Arcadie, Zone Bleue, Raid Blue, la Fondation vaudoise contre l'alcoolisme ou encore le Conseil des Jeunes. Films dans les écoles, ateliers d'écriture, lectures publiques, débats ont permis de libérer la parole sur les addictions. En collaboration avec le Musée de la Maison d'Ailleurs et la photographe Audrey Piquet, l'exposition « Sous le masque » montrait des portraits autour du lien entre addictions et super-héros. Le mini-festival s'est clôturé avec une journée de projections gratuites en plein air et une lecture publique sur la place de la gare.

Le projet CinémAddiction a été un succès. La seule ombre au tableau concerne le sponsoring. Mis à part le soutien de quelques administrations publiques et de fondations privées, aucune entreprise n'a répondu à l'appel que nous avons lancé pour les associer à ce projet. Nous interprétons ces nombreux refus comme un signal montrant que le thème des addictions reste associé à une image négative.

Le GREA compte poursuivre dans le futur ses efforts pour une meilleure compréhension des addictions au sein de la société. Dans ce sens, il développe des activités en lien avec la culture et les arts : le projet GRE'art. Les arts représentent un support privilégié pour aborder les questions complexes dont l'entendement est autant du ressort de l'intuition et des émotions que de la démarche intellectuelle. Littérature, photos, films, exposition, etc. représentent autant de supports que d'artistes avec lesquels le GREA souhaite poursuivre une collaboration fructueuse.

Frédéric Richter, CinémAddiction, GREA

LE GREA MET EN ŒUVRE DES ACTIVITÉS SUR MANDAT DE SES PLATEFORMES, DE SON COMITÉ OU DE SES PARTENAIRES EXTERNES.

ALCOCHOIX+

Coordination : Célestine Perissinotto

Le programme Alcochoix+ est un outil apprécié des professionnels et des usagers qui y ont recours. Son succès reste souvent lié à la promotion qui en est fait, car le public cible originel du programme reste difficile à atteindre. Les années d'expériences accumulées demandent cependant des adaptations. Ainsi, sur mandat du groupe de pilotage, le GREA a mené une réflexion avec ses partenaires internationaux et romands. Le RISQ, la programmation universitaire de Recherche et d'Intervention sur les Substances psychotropes Québec, ainsi que la Fédération Addiction France (association faitière française) des professionnels des addictions, s'engagent aux côtés de la Suisse dans cette démarche.

Concrètement, l'adaptation concerne le manuel et la formation à l'attention de l'intervenant, le guide du participant et le site internet, afin de mieux intégrer différents publics cibles (jeunes, bas-seuil, alcoolodépendants). Ces développements répondent aux priorités stratégiques du PNA 2015, soit ceux de renforcer la protection des jeunes, de sensibiliser la société aux dangers liés à une consommation problématique d'alcool et enfin de renforcer le soutien aux professionnels. Au début du mois de septembre 2014, le GREA a soumis une demande de subvention à l'OFSP concernant une adaptation du programme Alcochoix+.

ANIMATION ET COORDINATION DU GROUPE DE TRAVAIL ALCOOL ET ESPACE PUBLIC

Coordination : Nathalie Arbellay

En automne 2012 s'est achevé le mandat « Jeunes, alcool et espace public : renforcer la collaboration entre les acteurs » réalisé conjointement par le GREA et RADIX. En automne 2013, le GREA obtenait le soutien de l'OFSP pour le projet « Animation et coordination du réseau des professionnels alcool » (2013-2014). Ce nouveau projet élargit les thématiques jeunes, alcool et espace public à celle de la vie nocturne. Ses objectifs seront de :

- Dégager une vision commune autour de ces problématiques et de leurs enjeux;
- Rechercher des solutions communes et encourager

- la mise en place d'un cadre cohérent;
- Servir de relais d'échanges et d'informations entre les villes et les cantons.

Plusieurs moyens ont ainsi été mis en œuvre courant 2014 : interventions sur des situations concrètes, présentations thématiques, conception d'une formation «Séminaire interprofessionnel : interventions plurielles sur l'espace public». Cette formation devrait voir le jour courant 2015. Des partenariats devront pour cela être encore engagés. Lors de sa dernière séance, le 11 novembre 2014, le groupe de travail a exprimé son désir de marquer un temps d'arrêt dans ses réunions mais reste disponible au besoin pour toutes nouvelles sollicitations sur ce thème.

BROCHURE ADOLESCENTS

Coordination : Nathalie Arbellay

Le 5 novembre 2009, une journée publique « Adolescents aux risques de l'addiction. Sur quoi butent les professionnels » était organisée à Yverdon-les-Bains réunissant de nombreux professionnels travaillant avec des adolescents autour des conférenciers Jean-Paul Gaillard et Roch Tremblay. De ces échanges, les membres de la plateforme Adolescents ont repris les principaux éléments qu'ils ont reformulés dans un « Manuel de réflexion et d'action à l'usage des professionnels » accompagnant la prise en charge des adolescents en consommation active de psychotropes ou en usage abusif d'écrans.

Les principaux postulats sont condensés dans trois chapitres : le travail avec la famille, le travail sous contrainte et la non exclusion. Véritable outil interdisciplinaire, ce manuel s'appuie sur la constatation pratique que la limite entre l'éducatif et le thérapeutique n'est pas toujours clairement délimitée et que, sans vouloir mélanger les rôles, certains outils des uns sont utilisables par les autres et vice-versa. Il aborde différents axes de lecture qui seront, pour certains, un rappel de connaissances acquises, pour d'autres l'incitation à la découverte et à la formation. Cette brochure sera disponible dès février 2015 sur le site www.interventionprecoce.ch. Une journée interprofessionnelle aura lieu le 21 avril 2015 à Lausanne qui approfondira les thèmes qu'elle aborde.

GRE'ART

Coordination : *Frédéric Richter*

Le projet GRE'art, lancé en 2013, propose de soutenir la rencontre entre les mondes de l'art et la culture avec celui des addictions. Au travers d'activités artistiques, le GREA souhaite ainsi proposer une autre manière d'aborder la complexité du domaine des addictions. Bien que ne bénéficiant d'aucune ressources financières dédiée à ce projet, le GREA est parvenu en 2014 à s'associer à plusieurs projets dans des domaines les plus divers. Il y a eu :

- la photographie avec l'exposition de Mathieu Gafsou sur les milieux de la drogue à Lausanne présentée au Musée de l'Elysée;
- la bande dessinée et le projet de Christian Denisart de transposer la pièce de théâtre Yokoni en BD;
- la muséographie avec l'exposition « Argent, Jeux, enjeux » présentée six mois durant au Musée d'art et d'histoire de Neuchâtel.

À l'occasion des festivités des 50 ans du GREA, le cinéma a été à l'honneur avec le Festival Cinémaddiction et ses 50 projections organisées dans toute la Suisse romande, ce qui a permis de rencontrer de nouveaux publics. Lors de la projection du film « Face Addict » d'Edo Bertoglio aux Cinémas du Grütli à Genève, nous avons organisé une table ronde réunissant plusieurs acteurs culturels sur le thème « Quels liens entre arts et addiction ? ». Il existe un fort intérêt de poursuivre ces collaborations fructueuses entre nos domaines respectifs.

IN MEDIAS : AU CŒUR DU DIALOGUE

Coordination : *Nathalie Arbellay*

In Medias est un projet de prévention des risques liés à l'utilisation des nouveaux médias par les jeunes. Ce projet donne la parole aux jeunes au moyen du dialogue philosophique et travaille au renforcement de leur esprit critique et de leur confiance en eux (facteurs de protection individuels et collectifs).

En 2014, deux projets d'établissement ont eu lieu dans les CO de Pinchat et d'Aubépine sous l'impulsion du SSJ (Genève). Une quarantaine d'enseignants, d'animateurs socioculturels et d'intervenants en prévention et en promotion de la santé ont été formés, puis ont co-animé près de 60 ateliers de dialogue philosophique en classe sur la thématique des réseaux sociaux et des

écrans. Environ 570 élèves ont eu l'opportunité d'y participer. Ces ateliers ont remporté un franc succès tant auprès des élèves que des animateurs. Ces actions ont été réalisées avec le soutien du Fonds Drogues. En automne 2014, ce sont 14 collègues du Drop'in (FNA) qui ont été formés à l'outil du dialogue philosophique. En parallèle, des textes et supports didactiques nécessaires à l'animation des ateliers ont été développés sur les thèmes alcool, cannabis, jeux d'argent en ligne et réseaux sociaux, et plus récemment sur le thème du sexting. Un manuel pédagogique à l'attention des animateurs est également en cours de finalisation. Il devrait voir le jour en 2015.

TABAC ET E-CIGARETTE

Coordination : *Frédéric Richter*

Associé au Fachverband Sucht depuis 2010, le GREA a poursuivi les travaux sur ce sujet en 2014. Les associations préprofessionnelles (GREA, Fachverband Sucht et Ticino Addiction) ont, en collaboration avec la Ligue pulmonaire Suisse et le CIPRET Vaud, déposé un nouveau projet au Fonds de prévention du tabagisme. Ce dernier a, pour des raisons de restructuration interne, refusé de financer ce projet. Insuffisamment intégré à la politique des 4 piliers, notamment sur la compréhension de la réduction des risques, le tabagisme représente un enjeu socio-sanitaire important, en particulier auprès de la population dépendante où le nombre de consommateurs est très élevé. Le GREA souhaite poursuivre ces activités dans ce domaine qui voit les nouvelles formes de consommation questionner le réseau professionnel.

En 2014, le Groupe d'experts Formation Dépendance (GFD), qui a coordonné l'Académie des dépendances 2013, a confié au GREA le soin d'organiser un événement sur la question des compétences en matière de tabac. Un workshop sur l'usage de l'e-cigarette aura donc lieu début 2015. Il sera notamment proposé de réfléchir à l'e-cigarette, son efficacité dans le sevrage tabagique ou son rôle éventuel dans l'initiation au tabagisme et aux opportunités que représente cette consommation sans goudron, notamment au niveau de la réduction des risques, en particulier auprès des consommateurs réguliers de tabac. La question des règles de vie en milieu résidentiel, avec la participation de professionnels et d'usagers, sera aussi discutée.

RISA – RÉSEAU INTERDISCIPLINAIRE DES SCIENCES DE L'ADDICTION

Coordination : *Géraldine Morel*

Ayant constaté un net recul des sciences humaines et sociales par rapport à la thématique des addictions, le GREA propose de lancer un Réseau interdisciplinaire des sciences de l'addiction (RISA) en partenariat avec Fédération Addiction (F) et la Fedito (B), en association avec les organismes de recherche et de formations (HES et universités). Il a pour objectifs de :

- relancer la recherche en sciences humaines sur la thématique des addictions et favoriser l'interdisciplinarité ;
- créer une interface entre professionnels des addictions et milieux académiques ;
- faciliter l'échange de ressources pédagogiques et scientifiques entre étudiants, chercheurs et professionnels.

Le GREA se propose d'agir comme facilitateur de dynamiques collaboratives et comme plateforme d'échanges. A long terme, le GREA veut créer un site internet interactif où étudiants, chercheurs et professionnels trouveront du matériel et pourront entrer en contact ainsi qu'une page Facebook qui servira à développer un réseau international des addictions. Pour favoriser les rencontres informelles et les échanges, le GREA organisera des après-midis thématiques. Le colloque « Addictions et société : quels regards, quels enjeux ? » qui a eu lieu en novembre 2014 à l'occasion des 50 ans du GREA a marqué le lancement de ce projet. Pour l'instant, le projet ne dispose pas encore de financement.



L'affiche du colloque des 50 ans du GREA

LES MANDATS

LES MANDATS COUVRENT UNE LARGE PALETTE DU DOMAINE DES ADDICTIONS. IL S'AGIT D'ACTIONS QUE LES POUVOIRS PUBLICS CONFIENT AU GREA DANS UN BUT D'EFFICACITÉ. CELA PERMET DE MIEUX ASSOCIER LES PROFESSIONNELS À LA MISE EN ŒUVRE DES POLITIQUES PUBLIQUES.

CAMPAGNE ALCOOL

Coordination : *Marie Cornut*

Mandant : *OFSP*

Dans le cadre du Programme National Alcool (PNA), l'OFSP a mis en place une campagne nationale pour renforcer le dialogue sur l'alcool. Cette campagne englobe :

- La Journée alcool destinée aux professionnels des addictions en priorité et ayant lieu tous les deux ans;
- La Semaine alcool destinée à l'ensemble de la société civile, tous milieux confondus ayant lieu tous les deux ans;
- Une campagne nationale « classique » pour stimuler la réflexion sur la consommation.

Le GREA apporte son soutien aux acteurs de terrain et met en réseau les acteurs nationaux, les cantons et les partenaires de la société civile. Le GREA coordonne également la Semaine alcool en partenariat avec l'OFSP au niveau romand et représente les intérêts et sensibilités du terrain face à l'OFSP. L'édition 2013 a connu un large succès et nous nous réjouissons de la prochaine semaine qui se déroulera du 30 avril au 9 mai 2015. Dans l'intervalle, la Journée nationale sur les problèmes liés à l'alcool s'est déroulée le 8 mai 2014 et avait pour slogan : « Stress et alcool : un cercle vicieux? ». Le thème du stress a certainement contribué à l'écho globalement positif dans les médias. C'est un thème avec lequel de nombreuses personnes peuvent faire le lien avec leur propre consommation. Des stands de rue ont pu proposer des solutions alternatives saines pour gérer le stress comme par exemple le massage ou le mindfulness.

FORDD – FÉDÉRATION ROMANDE DES ORGANISMES DE FORMATION DANS LE DOMAINE DES DÉPENDANCES

Coordination : *Nathalie Arbellay (qui succède à Isabelle Girod depuis septembre 2014)*

Mandant : *FORDD*

La septième volée du CAS interprofessionnel en addictions (2013-2014) a réuni 20 participants. 16 étudiants ont fait l'ensemble du cursus (1 abandon) et 3 participants, porteurs du diplôme FLOM, ont bénéficié d'équivalences et ont suivi le module 4 seulement. 18 personnes se sont inscrites à la huitième volée du

CAS en addictions (2014-2015) parmi lesquelles 2 participants FLOM.

L'année 2014 a été marquée par la concrétisation du programme du DAS en addictions et l'établissement d'un calendrier de dates pour son ouverture prévue à l'automne 2015 (DAS en addictions 2015-2016).

HYPERCONNECTIVITÉ ET CYBERADDICTION

Coordination : *Frédéric Richter*

Mandant : *OFSP*

À la suite des travaux développés conjointement entre le Fachverband Sucht et le GREA depuis 2010, l'OFSP a renouvelé sa confiance envers nos associations et demandé de coordonner un groupe national d'experts sur ce thème. Ce groupe d'experts s'est réuni trois fois en 2014. Le rôle de ce groupe est de maintenir une veille sur ce domaine (encore très peu documenté), recenser et discuter les dernières tendances et formuler des pistes de réflexion.

Les interventions politiques se multiplient sur ces questions, ce qui ne facilite pas pour l'instant une clarification des priorités. Dans ce contexte, il est important que les professionnels du domaine des addictions puissent poser le plus clairement possible les enjeux qui les concernent, comme par exemple : l'information « grand public », la prévention auprès de publics cibles, le développement des instruments de repérage précoce et d'évaluation, la définition des besoins en termes de recherche et le développement des activités de formation.

Parmi les questions soulevées au sein de ce groupe figure la définition de la cyberaddiction. C'est un sujet d'actualité qui, finalement non intégré au DSM-5, divise les spécialistes. « Addiction », « usage excessif » ou « phénomène de mode », l'usage des médias électroniques traverse la société pour s'inscrire partout comme un nouveau dénominateur commun. Les thèmes comme la sécurité sur internet ou la prévention de l'usage excessif concernent plusieurs secteurs dont les objectifs respectifs sont encore difficiles à différencier (éducation, santé, industrie, télécommunication, etc.).

IP – INTERVENTION PRÉCOCE

Coordination : *Nathalie Arbellay*

Mandant : *OFSP*

En mai 2013, le GREA a déposé une demande auprès de l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) pour le développement d'un troisième mandat IP. Ce mandat intitulé « Intervention Précoce : développement de la démarche IP » se centre ainsi sur la diffusion du concept dans des cercles élargis (professionnels non spécialistes des addictions, autres pays – France), notamment par la formation, mais aussi par l'accompagnement des administrations publiques dans la mise en œuvre de l'art. 3c LStup.

Le mandat obtenu pour une durée de deux ans (2013-2015) a connu en 2014 les réalisations suivantes :

1. Formations mises au programme semestriel du GREA : formation de base en addictions (au printemps 2014) et formation « Adolescences et consommation de substances : quelles interventions possibles ? » réalisée en collaboration avec Départ (automne 2014) ;
2. Participation au groupe de travail formation IP (Paris, France) ;
3. Appuis aux groupes de travail cantonaux mis en place après la Journée d'échanges d'expériences intercantionales sur l'art. 3c LStup (5 novembre 2013, Lausanne) ;
4. Planification d'une journée « Adolescences et consommations : regards croisés » en avril 2015, accompagnant le lancement de la brochure éponyme. Intervention IP planifiée avec la HEP-BEJUNE, à Bienne pour le programme de formation 2014-2016 du CAS des médiateurs scolaires ;
5. Présentation de la démarche IP et d'outils existants auprès de plateformes et lors de journées pédagogiques cantonales (Vaud, Genève).

Une réflexion a également été entamée concernant les professionnels qui ne sont pas ou peu concernés par les addictions (Regelversorgung). Elle devrait déboucher sur le développement d'offres de formation à l'attention de ce large public de non spécialistes.

PAC ET PAC PLUS

Coordination : *Nathalie Arbellay*

Mandant : *OFSP, CFAL, RFA*

Le PAC plus s'est tenu le 30 septembre 2014 à Lausanne et a eu comme thématique : « Protection de la jeunesse : entre prévention et répression, quelles complémentarités ? ».

Constat de départ et origine de ce PAC plus : l'ivresse ponctuelle d'alcool a augmenté depuis 2003 chez les jeunes, alors que la consommation d'alcool tend à baisser de manière générale auprès de la population. Il existe bien des recommandations communes sur la façon d'améliorer la prévention en matière d'alcool dans le cadre des manifestations, mais comment les mettre en pratique et contrôler leur application ? Comment concilier accompagnement des expériences festives et protection de la jeunesse ? Entre prévention et répression, quelles complémentarités dans un contexte législatif ?

Le PAC plus a réuni une cinquantaine d'acteurs romands cantonaux des domaines de la justice et police, du social, de la santé, et des associations concernées par les questions relatives à la thématique alcool.

Le PAC a quant à lui réuni en 2014 près de 90 participants le 19 novembre à Berne sur le thème : « Abus d'alcool : quelles interventions ? ». Il faisait référence à l'initiative Bortoluzzi, qui demande de faire payer aux personnes qui les provoquent les hospitalisations pour intoxications d'alcool. Cette journée a été l'occasion de lancer officiellement l'instrument Facteurs de succès, un axe du PNA (voir ci-dessous).

La Régie fédérale des alcools (RFA), l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) et la Commission fédérale pour les problèmes liés à l'alcool (CFAL) ont initié le PAC (Plan d'action cantonal alcool), sur le plan suisse, et le PAC plus, sur le plan romand, pour échanger sur la thématique alcool entre spécialistes.

PILDJ – PROGRAMME INTERCANTONAL DE LUTTE CONTRE LA DÉPENDANCE AU JEU

Coordination : *Frédéric Richter*

Mandant : *Cantons romands*

Le GREA coordonne le Programme Intercantonal de Lutte contre la Dépendance au Jeu depuis 2007. La troisième phase du PILDJ (2013-2016) est la phase de développement des activités du programme. Le PILDJ est développé en collaboration avec les spécialistes locaux dans les domaines de la recherche, la formation et la prévention. Un engagement plus particulier est exercé envers la protection des jeunes et des joueurs excessifs. Pour cette phase, les cantons romands ont demandé de mettre un accent spécifique sur le thème de l'endettement et du surendettement, qui représentent une des conséquences principales du jeu excessif et dont les cantons assument entièrement la charge. Le développement des jeux d'argent en ligne a également retenu notre attention, ce secteur encore non autorisé en Suisse, représente un marché en grande expansion pour les opérateurs, mais également un domaine d'investigation pour les milieux de la prévention.

Quelques évènements de 2014 :

- L'exposition « Argent, Jeux, Enjeux » qui a eu lieu au Musée d'arts et d'Histoire de Neuchâtel (MAHN). Les spécialistes des addictions ont participé activement à l'élaboration de cette exposition qui a été présentée au grand public durant huit mois. Le PILDJ a soutenu financièrement ce projet et récupéré une grande partie du matériel de l'exposition. Ce dernier, en partie numérisé, intègre un kit de matériel mis à la disposition des acteurs de prévention dans les cantons.
- Un journée de prévention pour les spécialistes a été organisée dans le cadre de l'exposition du MAHN. Une collaboration avec les spécialistes de la prévention de l'endettement a permis de proposer un atelier découverte auprès des jeunes.
- Une importante recherche sur le thème des « jeunes et les jeux d'argent » a été confiée au Professeur Suris de l'Institut universitaire de médecine sociale et préventive (IUMSP). Il s'agit de réaliser une étude longitudinale sur 5 ans auprès de milliers de jeunes dans le canton de Fribourg afin d'étudier l'évolution de leurs comportements de consommation face au jeux d'argent, à internet, au cannabis ou à l'alcool entre autres.

- Une recherche sur le processus d'endettement des joueurs est réalisée en collaboration avec le Département de sociologie de l'Université de Genève.

- Et citons encore les travaux de préparation d'un site internet destiné aux joueurs. Ce site construit sur la base des travaux existant dans le domaine de la consommation contrôlée, propose aux joueurs de mesurer leurs activités de jeu (temps, argent), d'observer les situations à risque et explorer des moyens de contrôle. La mise en ligne du site est prévue pour 2015.

PNA – PROGRAMME NATIONAL ALCOOL

Coordinatrice : *Célestine Perissinotto*

Mandant : *OFSP*

Le GREA a poursuivi le mandat confié par l'OFSP afin d'apporter un soutien aux cantons dans la mise en œuvre du PNA (Plan national alcool, dès 2008). En 2014, le mandat a porté sur :

- la Newsletter aux cantons, un envoi trimestriel en format PDF axées sur les actualités de la Confédération et des cantons en matière d'alcool, mais aussi internationales. En 2014, cette fiche d'informations a relayé abondamment le processus de révision de la loi sur l'alcool, la révision de la LAMal provoquée par l'initiative Bortoluzzi ainsi que tous les changements législatifs dans les cantons.
- l'instrument Facteurs de succès. En 2014, après plusieurs mois de mise au point, cet outil d'évaluation des politiques alcool cantonales a été présenté en septembre aux acteurs concernés. Il a été mis en ligne lors de la journée PAC à Berne pour téléchargement et utilisation. Son but est de fournir une vision globale des politiques régionales et de dégager des priorités pour l'établissement d'une stratégie alcool à moyen et long terme.

A la fin de 2014, l'OFSP a fait savoir que le PNA allait disparaître dans sa forme actuelle et cela pour l'année 2017. Il sera, pour autant que la consultation en 2015 confirme le projet, fondu dans la stratégie globale des addictions.

PROTECTION DE LA JEUNESSE DANS LES MANIFESTATIONS PUBLIQUES

Coordination : Célestine Perissinotto

Mandants : CDS, PNA

La protection des jeunes lors des manifestations publiques reste un sujet de préoccupation de la Conférence des directeurs cantonaux de la santé (CDS), de la Conférence des directeurs cantonaux des affaires sociales (CDAS) et de la Conférence des directeurs cantonaux des départements de justice et police (CCDJP).

En juillet 2014, l'OFSP et la Régie fédérale des alcools conjointement aux mandants, ont émis le souhait d'évaluer les recommandations de la protection de la jeunesse émises en 2013. But : déterminer le niveau d'acceptation et identifier les besoins le cas échéant. Un questionnaire a été réalisé dans ce sens. Il a été testé auprès des responsables des cantons de Berne et Schaffhouse avant d'être envoyé aux polices du commerce, aux organismes en charge de la prévention, aux services cantonaux et communaux responsables de l'octroi de patentes. L'enquête a été menée par le GREA et son homologue alémanique Fachverband Sucht. Les résultats seront connus en 2015.

ProMeDro

Coordination : Jean-Félix Savary

Mandant : OFSP

Le troisième paquet de mesures en matière de drogues (ProMeDro III) définit depuis les années 90 la politique fédérale de la Suisse en matière de drogues. Parmi les tâches de la Confédération définies dans ce plan d'action se trouve le soutien aux réseaux et aux dynamiques d'échanges interprofessionnels, dans un but constant d'amélioration de la pratique et d'apprentissage mutuel entre les cantons. Ainsi, le chemin tracé par la Confédération rejoint en grande partie la vision du GREA en la matière.

C'est donc tout naturellement que l'OFSP soutient le GREA dans ses activités depuis 2005. Cela permet de mieux faire fonctionner ses services auprès de ses différents publics, de favoriser la diffusion d'information et de stimuler un débat de qualité sur les questions sensibles de la politique drogues.

Dernièrement, ces activités ont été complétées par un volet international. En effet, le monde de la régulation mondiale des drogues est aujourd'hui en ébullition. Suivant le mouvement ouvert par la Global Commission Drug Policy, plusieurs pays remettent ouvertement en cause le système actuel de prohibition. Le GREA, en tant que réseau professionnel intégré aussi bien dans le terrain suisse que dans les cercles internationaux, peut apporter son expertise et stimuler les échanges aussi dans ce domaine. Longtemps pionnière dans le domaine des drogues, la Suisse a maintenant beaucoup à apprendre des mouvements qui s'opèrent dans d'autres pays, en premier lieu sur le continent américain.

COMMUNICATION

SITE INTERNET

Pour l'année 2014, le site du GREA a été visité par 30'477 visiteurs uniques pour un total de 128'112 pages vues. 70% des visites viennent de Suisse (plus de 20% de France, viennent ensuite le Canada et la Belgique). Le nouveau site internet, ainsi que la newsletter électronique qui lui est attachée, s'installent comme une des principales sources d'information sur les addictions en Suisse romande. L'équipe du GREA reste à disposition pour vous guider à l'utilisation de ce site qui se veut être collaboratif où les actualités du réseau ont toute leur place.

Des contenus spécifiques plus approfondis sur des thèmes d'importance sont aussi produits sur le site, sous la rubrique Focus. Ainsi, des pages sur les différentes révisions législatives en cours ont pu être produites. Elles donnent les principales informations à connaître pour ceux qui veulent suivre (et s'investir) dans ces débats.

VIDÉOS & INTERVIEWS DU GREA

Depuis deux ans, le GREA anime une chaîne Youtube. Vous y retrouverez des contributions d'experts et d'acteurs du champ des addictions. Interviews thématiques, éclairages dans le cadre de colloques, elles permettent de mieux appréhender les mécanismes de l'addiction et leur complexité.

Pour l'année 2014, les interviews du GREA comptent 4'610 vues. Plus d'une douzaine de vidéos ont été produites durant l'année.

REVUE DÉPENDANCES

Trois numéros de la revue Dépendances sont parus en 2014 grâce à la collaboration entre Addiction Suisse et le GREA :

- n°51 « Parole et addictions » paru en janvier 2014
- n°52 « Les états «modifiés» de consciences » paru en juin 2014
- n°53 « Le cannabis aujourd'hui » paru en juillet 2014

Tous les articles sont disponibles en format PDF sur le site internet du GREA une année après leur parution dans la version papier. Nous tenons à remercier toutes les personnes qui ont contribué ces dernières années à la rédaction du « Dépendances », en particulier les professionnels qui donnent de leur temps pour transmettre leur savoir-faire, exercice précieux dans l'espace interdisciplinaire des addictions.

NEWSLETTER ÉLECTRONIQUE ET GREA-Infos

Une seule édition du bulletin d'information du GREA (GREA-Infos) a été éditée en février 2014. On y trouve les principales nouvelles de l'association comme du monde des addictions avec les projets du GREA, les enjeux politiques nationaux et internationaux. Tous les GREA-Infos sont également en consultation libre sur notre site internet.

Le GREA-Infos sera édité dorénavant moins fréquemment puisqu'il est remplacé depuis 2013 par une newsletter électronique envoyée via notre site internet. La réception de la newsletter peut se personnaliser par un envoi hebdomadaire ou dès qu'une information est publiée sur le site du GREA.

PRÉSENCE MÉDIATIQUE

L'actualité importante sur les addictions et le jubilé des 50 ans ont donné au GREA une forte visibilité médiatique en 2014. Le GREA a pu exprimer son point de vue plus d'une cinquantaine de fois. Ceci démontre que les professionnels des addictions arrivent à se faire entendre, notamment dans les émissions grand public.

COMMUNIQUÉS DE PRESSE 2014

- 30.04.2014 – LJar : ne pas oublier la protection des joueurs !
- 26.06.2014 – Journée mondiale : « Soutenez. Ne Punissez Pas. »

PRISES DE POSITION 2014

- 30.01.2014 – ERACOM : les professionnels condamnent les opérations menées dans les écoles avec des chiens.
- 08.04.2014 – Nouvelle contribution majeure au débat sur les drogues
- 30.04.2014 – LJar : ne pas oublier la protection des joueurs !
- 26.06.2014 – Journée mondiale : « Soutenez. Ne Punissez Pas. »
- 04.07.2014 – Coma éthylique : une punition qui n'apporte rien.
- 19.08.2014 – La nouvelle loi sur les jeux d'argent néglige la protection des joueurs.
- 02.09.2014 – Le GREA fête ses 50 ans de travail dans les addictions.
- 09.09.2014 – Drogues: des leaders mondiaux appellent à reprendre le contrôle.
- 31.10.2014 – Intoxications alcooliques : Non à une initiative populiste dangereuse!
- 21.11.2014 – Pour une loi sur l'alcool en adéquation avec les impératifs sociétaux
- 25.11.2014 – Le Conseil des Etats fait un pas vers la prévention.

PARTENARIATS SUISSES ET INTERNATIONAUX

INSTITUTIONS ROMANDES DU DOMAINE DES ADDICTIONS

Le lien avec les institutions s'est renforcé en 2014 avec la création d'une nouvelle plateforme des « Fonctions dirigeantes », à l'intérieur du GREA, qui débutera ses travaux en 2015. La création de cet espace répond à une préoccupation du comité de renforcer les canaux de communications avec les institutions, soumises actuellement à de très fortes pressions.

L'anniversaire des 50 ans du GREA aura permis par ailleurs la réalisation en partenariat avec les institutions d'une multitude d'événements locaux, qui ont fait vivre notre thématique auprès du grand public. Ces partenariats avec les institutions du domaine sur des événements concrets favorisent des échanges inestimables et aident notre champ à rester en permanence à l'écoute des besoins de la population.

PARTENAIRES SUISSES

Le contexte actuel du réseau addictions est dominé par les mesures d'économie imposées par les pouvoirs publics, ainsi que par la grande incertitude juridique qui entoure notre domaine. En effet, en 2014, tous les chantiers législatifs qui nous concernent sont ouverts : révision de la loi sur l'alcool, de la loi sur le jeu et de la loi sur les produits tabagiques, mais aussi débats locaux sur le statut du cannabis. S'y ajoutent des problèmes plus fondamentaux, comme la remise en question de la gratuité des soins pour les personnes intoxiquées à l'alcool (Initiative Bortoluzzi).

Dans ce contexte de profondes incertitudes et de fragilité financière, il est essentiel de maintenir des rapports apaisés entre les acteurs, afin d'avoir la capacité de se mobiliser et de faire entendre notre message auprès des décideurs politiques. En ce sens, le GREA a continué son travail d'animation de réseau et de recherche de consensus, afin de présenter un discours cohérent et crédible envers la société.

POUVOIRS PUBLICS

Le GREA privilégie le contact de proximité avec les pouvoirs publics, afin de mieux valoriser l'expertise collective des professionnels dans la conduite des politiques publiques. Nous avons continué à remplir ce rôle durant l'année 2014. Historiquement plus engagé au niveau fédéral, le GREA a renforcé son engagement en soutien des cantons, qui se trouvent aujourd'hui porteurs de l'essentiel des problématiques en la matière, tout comme des financements. Les nombreux débats au niveau fédéral demandent une plus grande présence des cantons à ce niveau pour défendre leurs cadres d'action.

INTERNATIONAL

UNGASS 2016

Depuis quelques années, le système international des drogues est en ébullition et le cadre réglementaire axé sur la prohibition devient de plus en plus contesté. D'une part, les promesses de l'ONU n'ont pas été tenues (éradiquer le marché de la drogue pour 2008), et d'autre part, de plus en plus de pays se montrent critiques sur le positionnement onusien sur la question. Le GREA tente d'accompagner ces débats, en communiquant largement sur ces questions, en s'impliquant dans les réseaux internationaux et en faisant le lien avec les professionnels de terrain. Le GREA soutient également la Confédération dans ses efforts de positionnement au niveau mondial. Il a notamment participé, au sein de la délégation suisse, à la réunion de la CND consacrée à la revue de mi-parcours des plans d'action 2009-2019.

Bien qu'étant un petit pays, la Suisse jouit d'une forte influence dans le débat mondial sur les drogues, notamment grâce au sérieux qu'on lui reconnaît, mais aussi à son expérience concluante d'approche «alternative» à la guerre à la drogue. Siège du Haut-Commissariat aux droits de l'homme et du Conseil économique et social (Genève), elle est aussi une voix écoutée en matière de droits humains.

DÉBAT SUR LE CANNABIS

Afin de soutenir les débats en Suisse sur la problématique de la régulation du cannabis, le GREA a pu faire venir deux délégations étrangères où la question se pose avec acuité et de manière différenciée: l'Etat américain du Colorado et l'Uruguay.

Au mois de mai, en partenariat avec la Conférence européenne de réduction des risques à Bâle, nous avons invité deux responsables de la politique mise en place au Colorado : Barbara Brohl, directrice de l'administration des finances, et Lewis Kowski, chef de l'unité de police qui surveille le marché de cannabis. En septembre, une délégation uruguayenne lui a succédé, elle-même composée de Julio Calzada, coordinateur du projet au niveau national, Luis Yarzabal, président du Comité interministériel en charge de l'évaluation de la loi et Amalia Laborde, médecin-addictologue.

Plusieurs échanges ont pu avoir lieu à chaque fois, notamment avec les médias et des responsables politiques. Des discussions ont pu également être organisées au niveau opérationnel cantonal, là où le sujet est d'actualité. A noter que pour ces deux délégations, une présentation et discussion ont pu être organisées en partenariat avec la Faculté des sciences criminelles de l'Université de Lausanne, la CLDJP et la Police de Neuchâtel. Ces échanges de vue sont jugés fondamentaux pour stimuler le débat notamment dans les milieux de la sécurité, concernés au premier chef. Le GREA se mobilise pour garantir une qualité du débat sur le cannabis et profite de l'occasion historique que nous avons de poser un cadre réglementaire qui puisse satisfaire les besoins de tous (usagers, santé publique, sécurité publique, villes, etc).

SUPPORT. DON'T PUNISH.

Le 26 juin, le Consortium International sur les Politiques des Drogues (IDPC), le Réseau International des Consommateurs de Drogues (INPUD), l'Association Internationale de Réduction des Risques (HRI), et l'Alliance Internationale pour le VIH/SIDA lançaient la nouvelle campagne contre la pénalisation des drogues. Le message « Soutenez, ne punissez pas. » appelait les gouvernements à investir dans des politiques plus efficaces pour la santé en lieu et place de la répression. Le GREA soutient activement cette campagne et essaie de la faire vivre au niveau romand, notamment par sa plateforme « Réduction des risques ». Cette campagne, qui a lieu chaque année, prend de l'ampleur et sa deuxième édition en 2014 a vu plus de cent villes y participer à travers le monde, dont 4 en Suisse romande. Rappelons qu'en Suisse, bien que la pénalisation de l'usage de drogues pose aussi des problèmes, certaines régions du monde sont touchées plus fortement, avec par exemple l'utilisation de la peine de mort pour les usagers de drogues. Comme l'expérience suisse a su le montrer, de meilleurs résultats sont obtenus quand on s'occupe aussi de la demande, par des offres de soutien adaptées.

RÉSEAU FRANCOPHONE

L'année 2014 aura aussi été l'occasion pour le GREA de se rapprocher davantage encore de ses partenaires francophones. Des idées de collaboration renforcée existent notamment dans le cadre de revues similaires à Dépendances. Citons notamment ACTAL (revue de la Fédération Addictions) et SWAPS (revue de réduction des risques). Un numéro ACTAL réalisé par le GREA est par ailleurs en cours d'élaboration sur l'intervention précoce. Des articulations sont par ailleurs aussi envisagées afin de renforcer les synergies possibles. Les discussions autour du projet RISA et d'Alcochoix+ montrent également tout l'intérêt de travailler ensemble dans l'espace francophone avec la France, la Belgique et le Canada. Ces échanges nous permettent de surmonter les obstacles habituels dans les échanges internationaux, notamment, d'avoir une langue commune et une culture proche. Ces dynamiques ne nous font pas oublier néanmoins que le centre du GREA reste en Suisse et que notre axe prioritaire en la matière reste le lien entre les régions linguistiques du pays.

POLITIQUE NATIONALE

LOI SUR L'ALCOOL

La révision de la loi sur l'alcool a été débattue en deuxième lecture au Parlement. Entre son premier passage en 2013 et ce mois de novembre 2014, les Commissions de l'économie et des redevances du National et des Etats ont tenté de trouver un nouveau consensus après que l'imposition basée sur le rendement, un modèle favorisant fortement les petits producteurs et pénalisant la prévention, fut jugé incompatible avec notre Constitution et les obligations internationales du pays. Durant cette année 2014, le GREA s'est fortement impliqué au sein de la Coalition pour une politique alcool responsable (GREA, Fachverband Sucht, Ticino Addiction, Addiction Suisse, Croix-Bleue, CPA-NAS). Les organisations ont pu ainsi coordonner leur position et leur stratégie afin de parler d'une seule et même voix. L'enjeu est capital pour notre domaine. Outre le refus de mesures structurelles, il est question de baisser les moyens pour la prévention (dîme de l'alcool) et de baisser les taxes sur les spiritueux (donc les prix). Malgré les maigres résultats obtenus jusqu'à présent, le GREA remercie vivement tous ses partenaires qui se sont mobilisés sur cet objet, en premier lieu les cantons et les professionnels.

INITIATIVE SUR LES INTOXICATIONS ALCOOLIQUE (INITIATIVE BORTOLUZZI)

Le débat sur les coûts de la santé a suggéré une bien curieuse idée à la Commission de la santé du Conseil national : celle de ne plus payer les frais des personnes intoxiquées à l'alcool. Partant d'un point de vue moral, plus connue sous le nom de son auteur, le Zurichois Toni Bortoluzzi, cette initiative parlementaire propose donc une révision de la LAMal, qui exclut de la couverture des soins les cas d'intoxications. Cette mesure est non seulement dangereuse, mais aussi très préoccupante pour l'avenir des prestations thérapeutiques dans le domaine des addictions. Il est en effet facile d'étendre ce principe de la responsabilisation à toutes les prestations médicales, aujourd'hui couverte par l'assurance maladie. Au vu des avancées en termes de couverture dans notre domaine, notamment sur les drogues, il serait extrêmement dommageable de devoir retourner à un système de financement privé, qui exclurait de fait les personnes les plus vulnérables de notre société.

Le GREA est donc pleinement mobilisé sur cet objet. La coalition pour une politique responsable sur l'alcool s'est saisie de ce thème pour continuer le travail amorcé sur la loi sur l'alcool sur cet objet. L'objectif en 2014 était de mobiliser les larges milieux de la santé, ainsi que les cantons, afin que tous jouent leur rôle dans le processus politique en cours. Le GREA a notamment été actif dans la phase de consultation, pour aider nos partenaires à prendre position. Malheureusement, malgré les avis très négatifs récoltés à cette occasion, la commission a décidé d'aller de l'avant et le texte sera proposé aux Chambres fédérales en deuxième partie d'année 2015. Il s'agit là, à n'en pas douter, d'un des enjeux les plus importants pour notre domaine à long terme, qui pourrait gravement mettre à mal le financement des prestations médicalisées. Il est donc fondamental que pour ce long combat qui s'annonce, et que nous ne pouvons pas perdre, les professionnels soient présents pour faire entendre leur expertise.

LOI SUR LES JEUX D'ARGENT

Le GREA représente les professionnels suisses des addictions au sein de la commission d'études, groupe technique qui a le mandat de développer une nouvelle loi sur les jeux d'argent, suite à la décision en votation populaire d'adopter un nouvel article constitutionnel sur les jeux d'argent (art. 106). En 2014, un premier projet a été finalisé et soumis à une consultation au niveau des administrations et au niveau de la société (consultation publique). Parallèlement à son engagement dans la commission d'étude, le GREA a été très actif au cours de ces procédures pour répondre aux sollicitations des acteurs, mais aussi pour sensibiliser des domaines concernés.

LOI SUR LES PRODUITS DU TABAC

La loi sur les produits du tabac est aussi en révision actuellement. Il s'agit essentiellement de renforcer les mesures de protection de la population et d'harmoniser la législation avec les produits du tabac consommé par d'autres voies que la combustion (vapotage). Sur ce dossier, la Coalition des acteurs du tabac est très dynamique et très professionnelle. Le GREA se tient donc en deuxième ligne, en soutien à la coalition nationale.

BILANS COMPARÉS AUX 31 DÉCEMBRE 2013 ET 2014

ACTIFS	2013	2014
ACTIFS CIRCULANTS	473'571.17	394'199.02
Caisse	1'613.80	473.10
PostFinance	269'305.03	207'671.87
Raiffeisen cpte ép. soc.	117'440.65	117'683.80
Raiffeisen cpte ép.	6'262.30	6'272.50
Raiffeisen cpte garantie loyer	11'656.55	11'675.50
Compte d'attente	3'755.50	3'535.50
Débiteurs	78'305.50	51'483.50
Provisions pertes s/débiteurs	-15'600.00	-5'100.00
Impôt anticipé	831.84	503.25
COMPTES DE RÉGULARISATION	20'590.53	149'329.01
Actifs de régularisation	7'647.20	115'032.60
C/c FORDD	52.90	52.90
C/c PILDJ	12'890.43	34'243.51
ACTIFS IMMOBILISÉS	6'601.00	5'301.00
Matériel informatique	6'400.00	5'100.00
Matériel de cours	1.00	1.00
Titres	200.00	200.00
Total	500'762.70	548'829.03

PASSIFS	2013	2014
FONDS ÉTRANGERS	14'863.89	65'731.56
Créanciers	55'742.91	59'765.62
Décompte TVA	-44'893.82	3'277.39
C/c Cornercard	4'014.80	2'688.55
MANDATS	47'539.48	108'682.33
Escomptes sur mandats	-0.05	0.00
C/c Mandat PNA	5'382.75	19'919.05
C/c Mandat AK - Campagne alcool	13'778.40	38'497.50
C/c Mandat Intervention précoce	12'787.98	9'907.23
C/c Mandat Online Sucht	0.00	2'688.90
C/c Mandat Alcool et espace public	0.00	23'274.00
C/c Mandat A+ (évaluation)	0.00	-1'800.00
C/c Mandat ProMeDro (OFSP)	9'155.50	15'665.50
C/c Mandat ProMeDro international	6'434.90	530.15
PASSIFS DE RÉGULARISATION	84'665.35	16'762.90
Passifs de régularisation	84'665.35	16'762.90
FONDS PROJETS	72'767.79	79'099.32
Fonds Alco+	48'150.74	50'571.84
Projet In Medias	18'758.50	21'099.60
Projet Brochure Ados	5'858.50	5'858.50
Projet SIP - LoRo	0.05	0.00
Projet 50 ans	0.00	1'569.38
PROVISION	10'000.00	10'000.00
Provision projet charte	10'000.00	10'000.00
FONDS PROPRES	270'786.06	271'095.94
Capital	96'527.00	96'656.88
Réserve plan social	82'983.12	82'983.12
Fonds formation	8'000.00	8'000.00
Fonds réserve «Femmes dépendances»	6'000.00	5'600.00
Fonds communication	17'963.58	17'963.58
Réserve pour équipement	8'171.00	8'171.00
Réserve campagnes politiques	20'941.36	20'941.36
Réserve projet de prévention	30'000.00	30'000.00
Fonds formations TSHM	200.00	780.00
Différence (capital)	140.13	
Différence (découvert)		-2'543.02
Total	500'762.70	548'829.03

FINANCES

COMPTES DE PERTES ET PROFITS COMPARÉS ENTRE 2013 ET 2014

DÉPENSES	2013	2014	PRODUITS	2013	2014
FORMATION GREA	74'883.56	71'657.68	RECETTES	217'787.17	201'870.60
Promotion formation	4'048.00	3'267.00	Cotisations	41'750.00	40'330.00
Défraiements intervenants	34'823.63	23'260.45	Modules de formations	103'589.40	77'040.00
Défraiements intervenants (indépendants)	0.00	10'934.50	Journées de formations	16'210.00	23'225.00
Défraiements intervenants (soumis AVS)	0.00	13'996.00	Prestations diverses	18'641.00	23'969.80
Frais modules	2'503.15	3'281.70	Autres produits	25'557.85	6'928.35
Frais journées	31'158.78	14'568.03	Indemnités interventions	12'038.92	15'377.45
Frais certification	2'350.00	2'350.00	Dons	0.00	15'000.00
COORDINATION	21'591.41	9'517.39	MANDATS	589'518.15	504'155.55
Soutien aux plateformes	746.90	-292.95	Produit fordd	121'700.40	123'694.45
Frais de délégation internationale	5'454.57	3'154.59	Produit PILDJ	124'000.00	110'070.00
Autres frais de délégation et représentation	482.60	418.20	Résultat s/Mandat PNA	36'280.00	41'760.00
Cotisations diverses	950.00	800.00	Résultat s/Mandat AK - campagne alcool	107'600.00	44'680.00
Comité GREA	4'070.50	396.50	Résultat s/Mandat intervention précoce	48'500.00	50'520.00
Membres GREA	8'295.00	3'599.55	Produit PAC+ (KAP+)	25'574.05	26'851.85
Documentation (acquisition d'ouvrages)	1'591.84	1'441.50	Produit PAC (KAP)	4'629.65	0.00
COMMUNICATION	37'031.95	19'237.10	Résultat s/Mandat Online Sucht	10'000.00	11'200.00
Internet	2'217.65	732.15	Résultat s/Mandat A+ (évaluation)	13'560.00	0.00
Base de données	150.00	3'720.00	Produit Site CoRoMA	11'574.05	17'259.25
Maintenance «cloud» (DB & site)	3'720.00	2'135.00	Résultat s/Mandat ProMeDro (OFSP)	72'000.00	65'840.00
Impressions et envoi réseau	19'159.19	3'180.20	Résultat s/Mandat ProMeDro international	14'100.00	12'280.00
Graphisme	209.16	116.15	PROJETS	49'860.00	35'320.00
Débats	9'655.45	9'353.60	Produit A+	0.00	5'240.00
Promotion	1'920.50	0.00	Résultat s/Projet In Medias	40'050.00	6'960.00
PERSONNEL	763'629.04	700'217.54	Résultat s/Projet Brochure Ados	7'500.00	0.00
Salaires	652'387.70	598'287.25	Résultat s/Projet SIP - LoRo	2'310.00	0.00
./. Salaires récupérés	-2'619.65	0.00	Résultat s/Projet 50 ans	0.00	23'120.00
Charges sociales	88'787.50	75'613.40	AUTRES PRODUITS	146'283.62	164'762.56
Défraiement, transports, formation	16'389.49	17'803.11	Soutiens cantonaux (dîmes)	141'146.30	159'350.00
Auxiliaires (stagiaires et civilistes)	7'319.00	7'967.48	Soutien 3K LStup	0.00	6'000.00
Frais de représentation	1'365.00	546.30	Soutien GFD	5'000.00	0.00
ADMINISTRATION ET INFRASTRUCTURES	106'779.25	108'505.57	Escomptes	137.32	-587.44
Frais d'envoi et de copies	11'905.38	8'517.43	PRODUITS FINANCIERS	606.40	483.55
Leasing, technique et hardware	3'370.40	3'855.10	Intérêts rémunérateurs	606.40	483.55
Maintenance informatique	1'950.00	413.20	Différence (bénéfice)	-140.13	
Télécom (téléphone, Internet)	3'884.98	3'465.10	Différence (perte)		2'543.02
Loyer	37'048.95	48'741.60			
Entretien des locaux	140.00	187.35			
Fournitures de bureau, frais administratifs	10'659.10	10'067.40			
Comptabilité	15'000.00	15'000.00			
Assurances commerciales	382.45	382.45			
Frais financiers, intérêts	1'133.94	647.80			
Ajustement TVA	3'672.95	11'582.10			
Amortissements	4'200.00	3'322.30			
Mouvements extraordinaires	-122.60	479.54			
Attribution provision pour pertes s/débiteurs	1'300.00	-10'500.00			
Attribution provision pour garantie loyer	-10'000.00	0.00			
Déménagement	22'253.70	12'344.20			
Total	1'003'915.21	909'135.28	Total	1'003'915.21	909'135.28



Le Comité du GREA

LE SECRÉTARIAT

Nathalie Arbellay, responsable administration (jusqu'au 30 septembre 2014) et responsable formation (dès le 1 octobre 2014)

Marie Cornut, chargée de projet, Semaine Alcool
Isabelle Girod, responsable formation (jusqu'au 30 septembre 2014)

Stella Jalade, médiaticienne

Joëlle Meuwly, secrétaire

Géraldine Morel, collaboratrice scientifique

Célestine Perissinotto, chargée de projet

Frédéric Richter, vice-secrétaire général, responsable mandats

Jean-Félix Savary, secrétaire général

LE COMITÉ

Cédric Fazan, président, Vaud

Anne François, vice-présidente, Genève

Jean Bergeron, Vaud

Biscontin Guido, Vaud

Stéphane Caduff, Vaud

Jean-Alain Dubois, Berne

Pierre Duffour, Fribourg (jusqu'au 5 juin 2014)

Thierry Humair, Neuchâtel (jusqu'au 5 juin 2014)

Yasser Khazaal, Genève

Yaël Liebkind, Genève

Pascal Maurer, (dès le 5 juin 2014)

Nathalie Mondin, Fribourg

George Riesen (dès le 5 juin 2014)

Ann Tharin, Vaud

Gérald Thévoz, Genève

Philippe Vouillamoz, Valais

LES CIVILISTES ET STAGIAIRES

Les stagiaires : **Marie Cornut, Jean Croisier, Bernard Deglon, Vincent Falcy, Faten Khazaei, Léa Ritter**

Les civilistes : **Florian Alonso, Daniel Carreira, François Roulet, Pascal Weinguni**

50
ANS **GREAA**
GROUPEMENT ROMAND D'ETUDES DES ADDICTIONS

**GROUPEMENT ROMAND
D'ÉTUDES DES ADDICTIONS**

Rue Saint-Pierre 3
CP 6319
1002 Lausanne
T. +41 24 426 34 34
F. +41 24 426 34 35
info@grea.ch

WWW.GREA.CH

GREA
GROUPEMENT ROMAND D'ÉTUDES DES ADDICTIONS

**NOUS TENONS ÉGALEMENT À REMERCIER CHALEUREUSEMENT
TOUS LES ORGANISMES QUI NOUS PERMETTENT D'OFFRIR NOS
PRESTATIONS :**

Canton de Berne
Canton de Fribourg
Canton de Genève
Canton du Jura
Canton de Neuchâtel
Canton du Valais
Canton de Vaud
Conférence latine des affaires sanitaires et sociales
Confédération suisse, OFSP
Fondation Isabelle Hafen
Fondation Hans Wilsdorf
Groupe d'experts formation dépendance
Infodrog
Loterie Romande